

Le pouls de l'économie suisse – retrouvez les derniers chiffres économiques clés décryptés en graphiques



Voir l'inflation



Voir le commerce



Voir le PIB



Voir le chômage



Voir le tourisme

MATIÈRES PREMIÈRES **ABONNÉ**

La place genevoise du négoce résiste face aux sanctions contre la Russie

Les sanctions sur le pétrole russe obligent des firmes suisses à se réinventer, en particulier Litasco, la branche de négoce du groupe coté Lukoil, basé à Moscou. Des petites entreprises partent pour Dubaï ou Istanbul mais l'exode devrait être marginal. Explications



Des camions sont garés devant des citernes de pétrole dans la banlieue de Moscou le 8 juin 2022. L'Union Européenne et la Suisse ont adopté des sanctions contre le brut et les produits pétroliers russes à partir de 2023. — © REUTERS/Maxim Shemetov



Richard Etienne

Publié mercredi 6 juillet 2022 à 09:56
Modifié mercredi 6 juillet 2022 à 11:58

S'il est un négociant genevois en matières premières qui attire les regards, c'est bien Litasco. Près d'un tiers du pétrole, brut ou raffiné, commercialisé par la filiale de Lukoil est russe, or l'Union européenne et la Suisse ont mis l'or noir sous sanction à partir du mois de janvier. En 2023, le commerce de pétrole russe sera interdit dans les pays occidentaux.

Que va faire Litasco? Changer de modèle d'affaires? Agrandir son bureau à Dubaï, où les sanctions contre la Russie ne sont pas appliquées? Litasco emploie plus de 500 personnes, surtout à Genève, mais aussi à Houston, Dubaï et Rotterdam notamment. L'entreprise aurait proposé à une partie de ses employés de déménager dans la capitale émiratie, selon le titre spécialisé **S & P Global**. L'agence **Bloomberg** a publié une information en ce sens. Une source nous indique également que des réflexions vers un renforcement du bureau de Dubaï sont en cours dans le quartier genevois de Sécheron, où se trouve le siège de Litasco.

Lire également: [A Genève, un roi du négoce de pétrole russe vacille](#)

En tant que filiale d'une société cotée en bourse, «Litasco ne commente pas les questions commerciales, politiques ou autres rumeurs», indique sa porte-parole Ina Stumpe. «Dans l'environnement actuel, et compte tenu de notre empreinte internationale dans le secteur de l'énergie,

Litasco met tout en œuvre pour poursuivre ses opérations», dit-elle. Lukoil avait plaidé en mars pour un règlement du conflit en Ukraine par des moyens diplomatiques.

Dubaï serait en passe de remplacer Genève sur le front des matières premières russes, selon Bloomberg. Gazprom et Rosneft, deux des principaux producteurs de pétrole russe, envisagent d'installer leur département de négoce dans la capitale émiratie, signale l'agence anglo-saxonne qui estime que pour la Suisse «une sorte d'exode semble inévitable après que le pays a suivi les interdictions de l'UE sur le pétrole russe». Le conflit en Ukraine va «rebattre les cartes du négoce» en Suisse, **affirmait** déjà en mars un financier de la place. Avant la guerre, la majeure partie de la commercialisation des denrées énergétiques ou céréalières russes se faisait à Genève, selon la STSA, la faïtière des négociants en Suisse.

«Le rêve de Dubaï»

«Dubaï rêve de devenir la Genève du négoce depuis longtemps, et il y a sans doute un regain d'intérêt pour cette place de la part de quelques joueurs spécialisés sur la Russie, mais rien que de très marginal, estime Jean-François Lambert, fondateur du cabinet Lambert Commodities. Les grands négociants n'ont aucun intérêt ni aucune envie de modifier leur dispositif en profondeur pour traiter du pétrole russe sous sanction. Ils sont bien trop attentifs à leur réputation. Et n'oublions pas qu'ils dépendent des financements des banques.»

«Face au sixième paquet de sanctions européennes, suivies par la Suisse, les grandes multinationales, qui ont de nombreux bureaux à l'étranger, ne peuvent se permettre de continuer à négocier du pétrole russe», indique Florence Schurch, secrétaire générale de la STSA. «Des PME actives en Russie n'ont par contre pas vraiment le choix et quittent Genève, pour Dubaï ou la Turquie, où le pétrole russe n'est pas sanctionné», dit-elle sans donner de noms. A ce jour, 42 pays appliquent les sanctions contre le pétrole russe et 150 nations ne les suivent pas.

Lire aussi: [Les traders suisses restent accros au pétrole russe](#)

Les principales entreprises de négoce, de Vitol à Trafigura et Gunvor, ont annoncé qu'elles cesseraient de vendre du pétrole russe d'ici à la fin de l'année. Le genevois Paramount et le tessinois Petraco Oil, qui figuraient avant la guerre parmi les principaux acheteurs de pétrole russe, n'ont pas répondu à nos questions.

Risques de fraudes

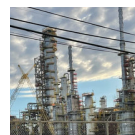
«Quel intérêt pour les traders à déménager à Dubaï? Pour négocier du pétrole russe? Cela nécessiterait que les banques locales dont ils dépendront soient prêtes à faire là-bas ce qui est interdit en Occident. Je ne crois pas qu'elles prennent massivement ce risque. Et puis, ces banques sont peu aguerries aux financements des matières premières. Elles manquent de spécialistes. Un contraste fort avec la Suisse, souligne Jean-François Lambert. Je ne suis pas inquiet pour la place genevoise, qui s'est construite en une cinquantaine d'années et ne sera pas remplacée de sitôt.»

«Dubaï ou Istanbul ont l'avantage d'être sur des créneaux horaires pas si différents de Genève mais je crains que des règles plus laxistes et un manque de savoir-faire en matière de financement du négoce n'exposent le secteur à des fraudes qui terniraient la réputation des négociants suisses», indique Florence Schurch. Ces dernières années, des escroqueries massives ont entraîné des faillites dans le secteur en Asie du Sud et au Moyen-Orient.

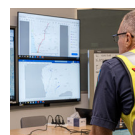
Lire aussi: [L'errance d'un tanker rempli de diesel russo-suisse](#)

Des entreprises à Genève qui ont des bureaux à Istanbul renforcent en Turquie leurs activités de négoce de métaux et céréales russes. Des entreprises ukrainiennes de négoce pourraient quitter Genève ne trouvant plus de financements car elles sont trop à risque, même si elles ne sont pas sous sanctions, selon nos informations. Le secteur des matières premières occupe environ 10 000 personnes en Suisse et contribue à hauteur de 4% au PIB helvétique.

Autres articles sur le thème



ESSENCE Profits records pour ExxonMobil l'année passée: 55,7 milliards de dollars



Océanie La perte d'une minuscule capsule hautement radioactive sème le trouble en Australie



OPINION L'or devrait briller en 2023